



COMMUNE DE BERNIN

12 JUL. 2022

Monsieur Barrochin Vincent
Immobilière Valrim
3 Boulevard De Campaloud
38500 Voiron

N° de dossier : PC 038039 22 10002
Affaire suivie par David Cumin
Urbanisme@Bernin.fr

Le 6 juillet 2022,

Monsieur,

J'ai le plaisir vous faire parvenir votre autorisation de travaux relative à la demande enregistrée sous le numéro PC 038039 22 10002, pour un terrain sis : Lotissement "Les Grands Champs" Lot n°6.

Je vous rappelle que vous devez afficher un extrait de votre autorisation sur votre terrain par le biais d'un panneau dès :

- la notification de l'arrêté,
- ou la date à laquelle le permis tacite (ou la décision de non-opposition à la déclaration préalable) est acquis.

L'affichage se fait grâce à un panneau réglementaire que vous trouverez notamment dans les magasins de bricolage. Le panneau doit être affiché sur le terrain d'assiette de votre projet pendant toute la durée du chantier, et au moins pendant 2 mois, de manière lisible depuis la voie publique.

Vous devez au commencement comme à la fin de vos travaux faire parvenir en Mairie, au service urbanisme, la « déclaration d'ouverture de chantier » (DOC) et la « déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux » (DAACT). Documents que vous trouverez joints au présent courrier.

Je vous précise également que les dispositions contenues dans l'article L.461 du code de l'urbanisme, permettent à mes services de visiter votre construction en cours de chantier. En cours de chantier, si vous souhaitez procéder à des modifications, je vous invite à prendre contact avec le service urbanisme afin d'évoquer les solutions qui s'offrent à vous.

Enfin, je tiens à vous rappeler :

- que le brûlage des déchets de chantier est interdit.
- qu'en cas d'occupation du domaine public ou modification de la circulation sur une voie communale, une demande d'arrêté de voirie et circulation est à effectuer auprès de la mairie a minima 1 mois avant le démarrage du chantier.
- que dans le cadre de limitation des plantes invasives (ambrosie, renouée du Japon, etc.), nous vous demandons de veiller à leur non dispersion sur le territoire.

Je vous informe enfin que je transmets ce jour à Monsieur le Préfet, en application des articles L 2131-1 et L 2131-2 du code général des collectivités territoriales, une copie de l'arrêté concernant votre autorisation de travaux.

Vous souhaitant bonne réception de la présente,

Je vous prie de croire, Monsieur, à l'assurance de mes sentiments distingués.

Le Maire,
Anne-Françoise BESSON





COMMUNE DE BERNIN

CERTIFICAT DE NON OPPOSITION A UNE DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUIRE TACITE

DEMANDE n° PC 038039 22 10002

Déposée le 07/02/2022

Complétée le 04/04/2022

Date d'affichage de l'avis de dépôt en mairie le 11/02/2022

Destination : Habitation

Surface de plancher : 990 m²

Objet : Construction de 12 logements collectifs

Par : Immobilière Valrim Représentée Par Monsieur Barrochin Vincent

Demeurant : 3 Boulevard de Campaloud - 38500 Voiron

Parcelles cadastrées : AB143, AB142, AB94, AB93, AB92, AB91, AB90, AB89, AB88, AB87

Sur un terrain sis : Lotissement "Les Grands Champs" Lot N°6 - 38190 Bernin

Le présent certificat confirme que la demande de Permis de construire déposée le 07/02/2022 et complétée le 04/04/2022 par Immobilière Valrim représentée par Monsieur Barrochin Vincent, portant la référence **PC 038 039 22 10002** et concernant la construction de 12 logements collectifs, n'a fait l'objet d'aucune opposition au 04/07/2022. Depuis cette date, le demandeur bénéficie d'un accord tacite.

Ce certificat est délivré en application de l'article R.424-13 du Code de l'urbanisme.

Le 06/07/2022

**Le Maire,
Anne-Françoise BESSON**



INFORMATIONS A LIRE ATTENTIVEMENT

CARACTÈRE EXÉCUTOIRE D'UNE AUTORISATION

Une autorisation est exécutoire à la date d'obtention, sauf dans l'un des cas particuliers suivants :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée ;
- en cas de déclaration préalable comprenant une partie coupe et abattage d'arbre, les travaux ne peuvent commencer qu'un mois après la date à laquelle l'autorisation est acquise ;
- pour un permis de démolir, les travaux de démolition ne peuvent commencer que quinze jours après la date à laquelle l'autorisation est acquise ;
- pour un projet situé dans un site inscrit, les travaux ne peuvent commencer qu'après l'expiration d'un délai de 4 mois à compter du dépôt de la demande en mairie

COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE

Les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est acquise et exécutoire. Copie du présent arrêté doit être affiché sur le terrain pendant toute la durée du chantier.

L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison sociale ou la dénomination sociale du bénéficiaire, le nom de l'architecte auteur du projet architectural, la date de délivrance, le numéro du permis, la nature du projet et la superficie du terrain ainsi que l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté.

Il indique également, en fonction de la nature du projet :

a) Si le projet prévoit des constructions, la surface de plancher autorisée ainsi que la hauteur de la ou des constructions, exprimée en mètres par rapport au sol naturel ;

b) Si le projet porte sur un lotissement, le nombre maximum de lots prévus ;

c) Si le projet porte sur un terrain de camping ou un parc résidentiel de loisirs, le nombre total d'emplacements et, s'il y a lieu, le nombre d'emplacements réservés à des habitations légères de loisirs ;

d) Si le projet prévoit des démolitions, la surface du ou des bâtiments à démolir.

L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire.

DURÉE DE VALIDITÉ

Une autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de non-opposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

L'autorisation peut être prorogée, c'est-à-dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué.

Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal ;
- soit déposée contre décharge à la mairie.

DROITS DES TIERS

Une autorisation est acquise sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles, servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage, règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES

Cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du Code civil, dans les conditions prévues par les articles L.241-1 et suivants du Code des assurances.

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite.

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.



Déclaration d'ouverture de chantier

cerfa

N° 13407*02

Vous devez utiliser ce formulaire pour :

Déclarer que vous avez commencé les travaux ou aménagements autorisés.

Cadre réservé à la mairie du lieu de dépôt

La présente déclaration a été reçue à la mairie

le _____ Cachet de la mairie et signature du receveur

1 - Désignation du permis

☐ Permis de construire ⇒ N° _____

☐ Permis d'aménager ⇒ N° _____

2 - Identité du déclarant (Le déclarant est le titulaire de l'autorisation)

Vous êtes un particulier Madame ☐ Monsieur ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Vous êtes une personne morale

Dénomination : _____ Raison sociale : _____

N° SIRET : _____ Catégorie juridique : _____

Représentant de la personne morale : Madame ☐ Monsieur ☐

Nom : _____ Prénom : _____

3 - Coordonnées du déclarant (Ne remplir qu'en cas de changement des coordonnées du titulaire de l'autorisation. Vous pouvez également remplir la fiche complémentaire en cas de changement des coordonnées du (ou des) co-titulaire(s) de l'autorisation).

Adresse : Numéro : _____ Voie : _____

Lieu-dit : _____ Localité : _____

Code postal : _____ BP : _____ Cedex : _____

Si le demandeur habite à l'étranger : Pays : _____ Division territoriale : _____

☐ J'accepte de recevoir par courrier électronique les documents transmis en cours d'instruction par l'administration à l'adresse suivante : _____@_____

J'ai pris bonne note que, dans un tel cas, la date de notification sera celle de la consultation du courrier électronique ou, à défaut, celle de l'envoi de ce courrier électronique augmentée de huit jours.

4 - Ouverture de chantier

Je déclare le chantier ouvert depuis le : _____

☐ Pour la totalité des travaux

☐ Pour une tranche des travaux

Veuillez préciser quels sont les aménagements ou constructions commencés : _____

Surface créée (en m²) : _____

Nombre de logements commencés : _____ dont individuels : _____ dont collectifs : _____

Répartition du nombre de logements commencés par type de financement

☐ Logement Locatif Social : _____

☐ Accession Aidée (hors prêt à taux zéro) : _____

☐ Prêt à taux zéro : _____

☐ Autres financements : _____

Je certifie exactes les informations ci-dessus

A _____

Le : _____

Signature du (ou des) déclarant(s)

Votre déclaration établie en trois exemplaires devra être déposée à la mairie du lieu du projet.

Informations : Outre qu'il comporte des risques liés à un accident ou une malfaçon toujours possible, le recours à un travailleur non déclaré est passible des sanctions prévues par les articles L. 362-3 et R. 362-3 du Code du travail. Au moment de l'ouverture du chantier, le bénéficiaire doit être en possession de la preuve qu'il a souscrit une assurance dommage-ouvrages : à défaut, il encourt des sanctions pénales, sauf s'il construit pour lui-même ou sa proche famille.

Dans le délai de 90 jours à compter du moment où les locaux sont utilisables, même s'il reste encore des travaux à réaliser, le propriétaire doit adresser une déclaration par local (maison individuelle, appartement, local commercial, etc) au centre des impôts ou au centre des impôts fonciers (consulter ces services). Ces obligations déclaratives s'appliquent notamment lorsque le permis ou la déclaration préalable ont pour objet la création de surfaces nouvelles ou le changement de destination de surfaces existantes. Le défaut de déclaration entraîne la perte des exonérations temporaires de taxe foncière de 2, 10, 15 ou 20 ans (dispositions de l'article 1406 du Code général des impôts).

Si vous êtes un particulier : la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses contenues dans ce formulaire pour les personnes physiques. Elle garantit un droit d'accès aux données nominatives les concernant et la possibilité de rectification. Ces droits peuvent être exercés à la mairie. Les données recueillies seront transmises aux services compétents pour l'instruction de votre demande. Si vous souhaitez vous opposer à ce que les informations nominatives comprises dans ce formulaire soient utilisées à des fins commerciales, cochez la case ci-contre : ☐



Imprimer

Enregistrer

Réinitialiser

1/2

Déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux



N° 13408*03

- Déclarer l'achèvement des travaux de construction ou d'aménagement
- Déclarer que les travaux de construction ou d'aménagement sont conformes à l'autorisation et respectent les règles générales de construction
- Déclarer que le changement de destination ou la division de terrain a été effectué et est conforme au permis ou à la déclaration préalable

La présente déclaration a été reçue à la mairie

le _____ Cachet de la mairie et signature du receveur

1 - Désignation du permis ou de la déclaration préalable

☐ Permis de construire ⇒ N° _____☐ Permis d'aménager ⇒ N° _____S'agit-il d'un aménagement pour lequel l'aménageur a été autorisé à différer les travaux de finition des voiries? ☐ Oui ☐ Non

Si oui, date de finition des voiries fixée au : _____

☐ Déclaration préalable ⇒ N° _____

2 - Identité du déclarant (Le déclarant est le titulaire de l'autorisation)

Vous êtes un particulier Madame ☐ Monsieur ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Vous êtes une personne morale

Dénomination : _____ Raison sociale : _____

N° SIRET : _____ Type de société (SA, SCI,...) : _____

Représentant de la personne morale : Madame ☐ Monsieur ☐

Nom : _____ Prénom : _____

3 - Coordonnées du déclarant (Ne remplir qu'en cas de changement des coordonnées du titulaire de l'autorisation ou du déclarant. Vous pouvez également remplir la fiche complémentaire en cas de changement des coordonnées du déclarant ou du titulaire du permis.)

Adresse : Numéro : _____ Voie : _____

Lieu-dit : _____ Localité : _____

Code postal : _____ BP : _____ Cedex : _____

Si le demandeur habite à l'étranger : Pays : _____ Division territoriale : _____

☐ J'accepte de recevoir par courrier électronique les documents transmis en cours d'instruction par l'administration à l'adresse suivante : _____@_____

J'ai pris bonne note que, dans un tel cas, la date de notification sera celle de la consultation du courrier électronique ou, au plus tard, celle de l'envoi de ce courrier électronique augmentée de huit jours.

4 - Achèvement des travaux

Chantier achevé le : _____

Changement de destination effectué le : _____

☐ Pour la totalité des travaux☐ Pour une tranche des travaux

Veuillez préciser quels sont les aménagements ou constructions achevés : _____

Surface créée (en m²) : _____ dont individuels : _____ dont collectifs : _____

Nombre de logements terminés : _____

Répartition du nombre de logements terminés par type de financement

- ☐ Logement Locatif Social : ☐☐☐☐
- ☐ Accession Sociale (hors prêt à taux zéro) : ☐☐☐☐
- ☐ Prêt à taux zéro : ☐☐☐☐
- ☐ Autres financements : ☐☐☐☐

J'atteste que les travaux sont achevés et qu'ils sont conformes à l'autorisation (permis ou non-opposition à la déclaration préalable)¹

À _____
Le : _____
Signature du (ou des) déclarant(s)

À _____
Le : _____
Signature de l'architecte (ou de l'agréé
en architecture) s'il a dirigé les travaux

Pièces à joindre (cocher les pièces jointes à votre déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux) :

- ☐ AT.1 - L'attestation constatant que les travaux réalisés respectent les règles d'accessibilité applicables mentionnées à l'art. R. 111-19-27 du code de la construction et de l'habitation [Art. R. 462-3 du code de l'urbanisme] ;
- ☐ AT.2 - Dans les cas prévus par les 4° et 5° de l'article R. 111-38 du code de la construction et de l'habitation, la déclaration d'achèvement est accompagnée d'un document établi par un contrôleur technique mentionné à l'article L. 111-23 de ce code, attestant que le maître d'ouvrage a tenu compte de ses avis sur le respect des règles de construction parasismiques et parasismiques prévues par l'article L. 563-1 du code de l'environnement [Art. R. 462-4 du code de l'urbanisme] ;
- ☐ AT.3 - L'attestation de prise en compte de la réglementation thermique prévue par l'article R.111-20-3 du code de la construction et de l'habitation [Art. R.462-4-1 du code de l'urbanisme] ;
- ☐ AT.4 - L'attestation de prise en compte de la réglementation acoustique prévue par l'article R.111-4-2 du code de la construction et de l'habitation [Art. R.462-4-3 du code de l'urbanisme].

La déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux est adressée :

- soit par pli recommandé avec demande d'avis de réception postal au maire de la commune ;
- soit déposée contre décharge à la mairie.

À compter de la réception en mairie de la déclaration, l'administration dispose d'un délai de **trois mois** pour contester la conformité des travaux au permis ou à la déclaration préalable. Ce délai est porté à cinq mois si votre projet entre dans l'un des cas prévu à l'article R. 462-7 du code de l'urbanisme².

Dans le délai de 90 jours à compter du moment où les locaux sont utilisables, même s'il reste encore des travaux à réaliser, le propriétaire doit adresser une déclaration par local (maison individuelle, appartement, local commercial, etc.) au centre des impôts, ou au centre des impôts fonciers (consulter ces services). Ces obligations déclaratives s'appliquent notamment lorsque le permis ou la déclaration préalable ont pour objet la création de surfaces nouvelles ou le changement de destination et le cas échéant de sous-destination de surfaces existantes. Le défaut de déclaration entraîne la perte des exonérations temporaires de taxe foncière de 2, 10, 15 ou 20 ans (dispositions de l'article 1406 du code général des impôts).

Si vous êtes un particulier : la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses contenues dans ce formulaire pour les personnes physiques. Elle garantit un droit d'accès aux données nominatives les concernant et la possibilité de rectification. Ces droits peuvent être exercés à la mairie. Les données recueillies seront transmises aux services compétents pour l'instruction de votre demande. Si vous souhaitez vous opposer à ce que les informations nominatives comprises dans ce formulaire soient utilisées à des fins commerciales, cochez la case ci-contre : ☐

¹ La déclaration doit être signée par le bénéficiaire de l'autorisation ou par l'architecte ou l'agréé en architecture, dans le cas où ils ont dirigé les travaux.
² Travaux concernant un immeuble inscrit au titre des monuments historiques ; travaux situés dans un secteur sauvegardé, dans un site inscrit ou classé au titre du code de l'environnement, travaux concernant un immeuble de grande hauteur ou recevant du public ; travaux situés dans le cœur d'un parc national ou dans un espace ayant vocation à être classés dans le cœur d'un futur parc national ; travaux situés dans un secteur couvert par un plan de prévention des risques.

09 MARS 2022

Enedis - DR Alpes

MAIRIE
SERVICE URBANISME
38190 BERNIN

Téléphone :

Télécopie :

Courriel : Morgane.varini@enedis.fr

Interlocuteur : VARINI MORGANE

Objet : Réponse concernant l'instruction d'une autorisation d'urbanisme

GRENOBLE, le 09/03/2022

Madame, Monsieur,

Vous nous avez transmis la demande d'instruction de l'autorisation d'urbanisme PC0380392210002 concernant la parcelle référencée ci-dessous :

<u>Adresse :</u>	LES GRANDS CHAMPS 38190 BERNIN
<u>Référence cadastrale :</u>	Section AB , Parcelle n° 87-88-89-90-91-92-93-94-142-143
<u>Nom du demandeur :</u>	BARROCHIN VINCENT

L'assiette de l'opération fait déjà l'objet d'une affaire de raccordement DA24/044027.

De ce fait, le réseau public de distribution d'électricité est susceptible d'accueillir le raccordement du projet, sans qu'une extension sous maîtrise d'ouvrage d'Enedis hors du terrain d'assiette de l'opération soit nécessaire.

Dans ces conditions, aucune contribution ne sera à la charge de la commune.

Notre réponse reste valable pendant la durée de validité de l'autorisation d'urbanisme.

Enedis facturera la contribution pour les modifications de branchement au demandeur du raccordement lorsque celui-ci en fera la demande.

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos sincères salutations.

Morgane VARINI
Votre conseillère

1/1

Enedis est une entreprise de service public, gestionnaire du réseau de distribution d'électricité. Elle développe, exploite, modernise le réseau électrique et gère les données associées. Elle réalise les raccordements des clients, le dépannage 24h/24, 7j/7, le relevé des compteurs et toutes les interventions techniques. Enedis est indépendante des fournisseurs d'énergie qui sont chargés de la vente et de la gestion du contrat de fourniture d'électricité.

Enedis - DR Alpes
11 rue Félix Esclangon
38000 GRENOBLE

enedis.fr

SA à directoire et à conseil de surveillance
Capital de 270 037 000 € - R.C.S. de Nanterre 444 608 442
Enedis - Tour Enedis - 34 place des Corolles
92079 Paris La Défense Cedex
Enedis est certifié ISO 14001 pour l'environnement
Enedis-DirRAC-DOC-AUG.4 V.3.0



14 FEV. 2022

Commune de BERNIN
RD1090
38190 BERNIN
Tel : 04.76.92.07.40
Fax : 04.76.08.97.22

Affaire suivie par :
Martine pages
Tel : 04 76 92 35 59
Courriel : martine.pages@bernin.fr

Numéro de dossier : PC 0380392210002

Déposé le : 07/02/2022

Nom du demandeur : IMMOBILIERE VALRIM

Adresse des travaux : LES GRANDS CHAMPS 38190
Bernin

Références cadastrales :

Destinataire : ☐ VEOLIA

OBJET : DESSERTE DU TERRAIN PAR LE RESEAU D'EAU POTABLE

J'ai l'honneur de vous transmettre un exemplaire du dossier de demande de : DP - PC - PA ou CUB selon le cas

La loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains a supprimé les participations anciennement exigées au titre du 2ème-d de l'article L 332-6 du code de l'urbanisme. Par conséquent, il n'est plus possible de mettre à la charge du pétitionnaire des participations pour extension ou renforcement de réseau public.

Le terrain est-il desservi ? OUI ☒ NON ☐

Attention : il s'agit de la desserte du terrain par les équipements publics (sur domaine public)
Ne pas confondre avec les équipements propres de nature privé (branchement)

Si le terrain est desservi, le réseau est-il suffisant ? OUI ☒ NON ☐

En cas de renforcement de réseau, avez-vous l'intention de prendre à votre charge ce renforcement ?

OUI ☐ NON ☐

Si Oui, dans quel délai ?

Si le terrain n'est pas desservi et nécessite une extension de réseau, avez-vous l'intention de prendre à votre charge cette extension ?

OUI ☐ NON ☐

Si Oui, dans quel délai ?

En outre, conformément aux dispositions de l'article 51 de la loi n° 2003-590 du 2 juillet 2003 : « l'autorisation peut également, avec l'accord du demandeur et dans les conditions définies par l'autorité organisatrice du service public de l'eau ou de l'électricité, prévoir un raccordement aux réseaux d'eau ou d'électricité empruntant, en tout ou partie, des voies ou emprises publiques, sous réserve que ce raccordement n'excède pas cent mètres et que les réseaux correspondants, dimensionnés pour correspondre exclusivement aux besoins du projet ne soient pas destinés à desservir d'autres constructions existantes ou futures ».

Aussi vous voudrez bien désormais me communiquer les renseignements suivants :

Si le terrain n'est pas desservi au droit du terrain, vous voudrez bien m'indiquer si la distance de raccordement :

- ☐ Excède 100 mètres
☐ N'excède pas 100 mètres

Distance de raccordement Mètres

Dans ce dernier cas, dès réception de votre réponse, je prendrai contact avec le pétitionnaire afin qu'il se rapproche de votre service en vue de connaître les modalités financières et techniques de ce raccordement, ce qui lui permettra de me donner ou non son accord.

Votre réponse devra me parvenir dans un délai de 8 jours pour une déclaration préalable et 15 jours pour un permis. A défaut de réponse dans ce délai, votre avis est réputé favorable.

Il conviendra de me retourner l'exemplaire du dossier qui vous a été communiqué.

DATE DE L'AVIS : 14/02/2022

OBSERVATIONS :

VEOLIA EAU

864 Chemin des Fontaines
ES 4003
38190 BERNIN

CONSULTATION D'UNE DIRECTION POUR UNE AUTORISATION D'URBANISME

COMMUNE DE BERNIN PERMIS DE CONSTRUIRE n°PC 038039 22 10002

CONTEXTE

Le service application du droit des sols (ADS) de l'intercommunalité instruit les autorisations d'urbanisme d'un certain nombre de communes. Si une demande concerne directement une compétence exercée par Le Grésivaudan, lors de son instruction, le service ADS consultera la direction concernée. Celle-ci disposera alors d'un délai de **3 semaines maximum** pour rendre son avis par écrit au service ADS.

ADMINISTRATIF

Direction consultée : service de collecte et traitement des déchets du Grésivaudan

Date de transmission : 11 février 2022

Délai impératif de réponse : 11 mars 2022

Votre interlocuteur : David MASTRORILLO

service-ads@le-gresivaudan.fr

DESCRIPTION DU PROJET

construction de 12 logements collectifs

AVIS DE LA DIRECTION CONSULTEE

Nom du rédacteur de l'avis : Marie LAURENT

Coordonnées : mlaurent@le-gresivaudan.fr

Date de l'avis : 14/02/2022

Avis de la direction :

FAVORABLE

DEFAVORABLE

Explications : Les habitants devront se rendre sur les PAV et le site de compostage partagés les plus proches, réalisés dans le cadre du permis d'aménager.

Signature : *Marie Laurent*

AVIS EAU POTABLE – EAUX USEES

Commune de BERNIN

N° de la demande : PC 038 039 22 10002

Concernant une demande de	Date de réception de la demande d'avis: 18/01/2022
Construction d'un bâtiment collectif (12 logements).	
Identité du demandeur : Immobilière Valrim (Représentant : Monsieur BARROCHIN Vincent)	
Adresse du terrain (voie, lieu-dit): Lieu-Dit « Les Grands Champs » - Lot n° 6.	

EAUX USEES	<p>Le projet (Parcelle AB 87, AB 88, AB 89, AB 90, AB 91, AB 92, AB 93, AB 94, AB 142 et AB 143) est desservi par le réseau privé du lotissement PA 038 039 19 10003.</p> <p>Surface de plancher : 990 m². Montant estimé de la PFAC : $3000 + (400 \times 20) + (390 \times 18) = 18\,020 \text{ €}$.</p>	La parcelle n'est pas desservie au droit par un réseau public.
	<p>Si besoin, observations techniques: Desservi par le réseau privatif du lotissement. Le pétitionnaire prendra contact avec le Service des eaux pour contrôle du raccordement fouille ouverte au moment des travaux.</p> <p>Prévoir un regard de visite à passage direct DN 1000 avec tampon articulé agréé 400KN en limite du domaine de la propriété et la mise en place de regards circulaires étanches sur chaque changement de direction.</p>	
EAU POTABLE	<p>Le projet (Parcelle AB 87, AB 88, AB 89, AB 90, AB 91, AB 92, AB 93, AB 94, AB 142 et AB 143) est desservi par le réseau privé du lotissement PA 038 039 19 10003.</p>	La parcelle n'est pas desservie au droit par un réseau public.
	<p>Si besoin, observations techniques : Desservi par le réseau privatif du lotissement. Le pétitionnaire devra disposer du certificat de conformité de l'installation compteur remis à l'aménageur pour la souscription de son abonnement.</p> <p>Prévoir la mise en place d'une chambre 1000x1000 en limite de domaine public et les branchements des bâtiments également dans une chambre de vannes. Prévoir la mise en place d'une chambre 1000x1000 pour le compteur général et situé en limite du domaine public de façon à rester accessible à tout moment depuis la voie publique. Les compteurs sont à prévoir dans les espaces communs accessibles au Service des eaux à tout moment en gaine technique de dimensions minimales 0.90m de largeur x 0.30m de profondeur (moins de 7 compteurs et le 1er compteur à 30 cm mini du sol fini et écart de 20 cm mini entre chaque compteur).</p> <p>Se référer à l'avis du gestionnaire du réseau (DSP VEOLIA).</p>	

AVIS FAVORABLE

Sous réserve du respect des observations techniques

Le pétitionnaire prendra contact avec le Service des eaux avant tout démarrage de travaux et effectuera une demande de branchement au réseau d'eaux usées auprès de la CCLG.

Saint-Vincent-de Mercuze, le 21/02/2022

Dossier instruit par GRUET Guillaume

Cachet :



